

Pour comprendre

Austérité et croissance : l'impossible équation

Démocratie en péril, résistances populaires

Par

Maurice Magis

Responsable de la communication pour l'ACJJ

Association Culturelle Joseph Jacquemotte – mai 2013

Présentation

L'Association Culturelle Joseph Jacquemotte propose, avec cette étude - sous la plume de Maurice Magis, chargé de la communication -, à la fois un rappel et une mise à jour des politiques imposées aux peuples européens sous l'autorité de la troïka (Commission européenne, BCE et FMI) répondant aux exigences des marchés financiers.

Elle insiste, arguments à l'appui, sur l'insanité des politiques austéritaires qui, loin d'apporter des solutions à la crise renforcent, au contraire, les effets dévastateurs donc sont principalement victimes les peuples du sud de l'Europe et les classes populaires dans les pays du nord. Politiques qui donnent du grain à moudre aux populismes de droite et à l'extrême-droite fascisante.

L'étude articule l'analyse de diverses situations spécifiques des Etats, y compris celle de l'Allemagne dont le « modèle » tant vanté dans les chancelleries et dans la presse est loin de répondre aux critères de bien-être pour la population laborieuse. Elle se complète par une réflexion critique sur le rôle de la gauche tant gouvernementale qu'antilibérale. Elle lance un postulat sur un nouvel internationalisme plus que jamais nécessaire.

Par cette étude, l'ACJJ confirme son engagement aux côtés d'autres associations, syndicats et partis politiques dans la recherche d'alternatives à la crise.

Les lecteurs peuvent découvrir l'ensemble de nos analyses et études sur le site de l'association : acjj.be

Introduction

Contrairement à ce que dit l'adage populaire, l'enfer n'est pas pavé de bonnes intentions. La preuve en est donnée par l'Europe telle qu'elle va, celle des traités ultralibéraux et des ravages qu'ils imposent aux peuples. Une Europe institutionnelle qui court comme un canard sans tête, bat de l'aile et claironne dans tous les azimuts : austérité, austérité... Une Europe sans imagination qui, minée, par ses critères monétaristes, va dans le mur. Une Europe méphistophélique qui, exerçant ses ravages politiques et sociaux, est un tremplin idéal pour populismes et extrême droite.

Point besoin de diabolins cornus pour mener le bal et enfourcher toutes celles et ceux qui avalent de travers leurs infernales recettes. La Commission européenne, la Banque centrale et le Fonds monétaire international, cette diabolique « Troïka », veillent du haut de leur tour d'ivoire, prompts à condamner les hérétiques. Avec l'aide de la Commission européenne, la « gardienne des traités », réposée à leur application stricte et brutale.

Abandonnons la métaphore démoniaque. Car ils sont bien humains ces froids experts-comptables qui, sans la moindre capacité à l'autocritique et œuvrant dans une totale opacité, nous expliquent que c'est en vivant plus mal que les choses iront mieux. Envers et contre toute évidence. Parce que les rapports, les analyses et les statistiques se suivent et se ressemblent. Et que leurs auteurs doivent bien constater que, décidément, rien ne s'arrange.

Que disent la Commission elle-même et les organismes de statistiques officiels ? Que la situation est pire que prévu. Que la zone euro sera cette année encore en dépression économique (- 0,4 %). Que le chômage n'y descendra pas en dessous des 12 % en 2013 et en 2014. Que la baisse des revenus des ménages dans la zone euro tend à s'accélérer : ils ont diminué de 1,1 % au quatrième trimestre 2012, après une baisse de 0,4 % au trimestre précédent. Selon l'Organisation de coopération et de développement économique, les inégalités de revenus bruts dans les pays membres se sont davantage accrues sur les trois années allant de 2008, début de la crise économique, à la fin de 2010 que pendant les douze années précédentes. Le nombre de personnes vivant dans la pauvreté a augmenté dans la plupart des Etats. Depuis 2007, le nombre d'enfants vivant dans la pauvreté a augmenté dans 16 pays de l'OCDE, surtout en Turquie, Espagne, Slovaquie et Hongrie. Et en Belgique où plus de 15 % de la population est confrontée à un risque de pauvreté. Mais l'OCDE démontre aussi que de nouvelles réductions des dépenses sociales pourraient creuser les inégalités et accroître la pauvreté dans les années qui viennent.

Au total, les (ir)responsables de la zone euro qui respectent les médications débiles des Diafoirus de la commission obtiennent tous ce même résultat : leur économie est en déconfiture, le social en débandade. A force de les saigner à coup de réformes aberrantes, ces médecins pétris d'orgueil, qui n'ont « pas à répondre de leurs actions », pour citer Molière, finiront bien par achever leurs patients.

Il s'agirait donc de dire « stop, essayons autre chose » ? Que nenni. En vertu des pouvoirs qu'ils se sont conférés, nos eurocrates, aussi zélés que dépourvus de la moindre légitimité démocratique, persistent : il s'agit de tenir le cap. Dans le jargon des commissaires, faire en sorte que les « réformes structurelles » soient « intensifiées pour libérer la croissance européenne » (soit les profits). Sans oublier de lutter avec férocité contre les déficits publics. Plusieurs pays qui seront encore en récession cette année, sont dans le collimateur, au Nord comme au Sud du continent. Comme Chypre (- 8,7 %, 12,6 % sur la période 2013-2014), la Grèce (- 4,2 % avec un chômage à 27 %), la Slovaquie (- 2 %), le Portugal (- 2,3 %), l'Espagne (- 1,5 %). Mais aussi l'Italie, la France, les Pays-Bas (- 0,8 %) ou la Belgique, des pays pourtant considérés comme des piliers de la zone euro. Pour tous, « la mise en œuvre effective des politiques et des mesures d'ajustement destinées à renforcer l'architecture de l'Union économique et monétaire reste cruciale pour prévenir un retour des tensions sur les marchés financiers ». En clair, il s'imposerait donc de durcir les politiques austéritaires qui mènent l'Europe droit dans le mur. De pratiquer ce qu'Angela Merkel appelle une démocratie « conforme au marché », une formulation qui a fait bondir le philosophe Jürgen Habermas. Celui-ci a accusé la chancelière de vouloir faire sombrer l'Allemagne et l'UE dans une ère postdémocratique. Non pas une dictature, précise-t-il, mais un régime sous surveillance où les décisions les plus importantes sont confisquées par des « experts » patronaux ou des technocrates.

« Sacrifices douloureux »

Ces mots résument fort bien la situation quand les perspectives promises ne tiennent nullement compte des dégâts politiques et sociaux que l'austérité impose.

Nous avons évoqué le Portugal. Comme Chypre ou la Grèce, le pays est soumis à ce que l'écrivaine et essayiste française Viviane Forrester, récemment décédée, appelait « l'Horreur économique ». Les finances publiques sont exsangues et Lisbonne prévoit une récession plus importante que prévu en 2013. Le Portugal, géré par la droite, a conclu en mai 2011 un plan d'aide d'un montant de 78 milliards d'euros sur trois ans avec l'UE. En contrepartie, Lisbonne doit réduire les revenus des fonctionnaires, les retraites et les prestations sociales, et augmenter les impôts. Mais la Cour constitutionnelle a rejeté en juillet la suppression des 13^e et 14^e mois de salaire des fonctionnaires et des retraités. La contestation populaire a contraint le gouvernement à renoncer à l'augmentation des cotisations sociales des salariés. Mais le pouvoir a alourdi l'impôt sur le revenu. Le Premier ministre portugais a annoncé, début mai, une série de mesures d'austérité pour satisfaire aux exigences des créanciers internationaux du Portugal. Le but : arracher 5 milliards d'euros supplémentaires pour répondre aux exigences de la Troïka et se rapprocher du seuil de 3 % de déficit par rapport au PIB à l'horizon 2015 (au lieu de 5,5 % cette année). Une gageure intenable qui n'a pas empêché Pedro Passos Coelho d'annoncer le report de l'âge du départ à la retraite à 66 ans et l'allongement du temps de travail de 35 à 40 heures pour les fonctionnaires, dont le nombre devrait être réduit de 30.000 unités sur un total d'environ 700.000. Le chômage a fortement progressé au premier trimestre, atteignant le taux record de 17,7 %, conséquence directe du strict programme d'austérité, exigé par ses créanciers sous les applaudissements de la Troïka.

Le couteau sur la gorge, le Parlement chypriote a adopté, fin avril, le plan d'austérité draconien imposé par l'UE, la BCE et le FMI. Un coup de poignard qui « signifie que les groupes les plus faibles de notre société vont devoir faire des sacrifices douloureux comme le reste de la société », a reconnu le président du parti au pouvoir Disy (droite). Les comptes supérieurs à 100.000 euros dans la principale banque du pays, Bank of Cyprus, pourront être ponctionnés jusqu'à 60 %. La deuxième banque de l'île, la Laïki, sera mise en liquidation. Chypre va augmenter les impôts, diminuer les effectifs de la fonction publique et privatiser certaines sociétés publiques. La récession n'en sera que plus grave. Comme l'a dénoncé un député de l'opposition, « Le peuple chypriote aura faim. Il va traverser des temps très durs, jamais connus dans un passé récent. Les gens se retrouveront à l'état de mendicité et ruinés. Mais le plus triste, c'est qu'ils seront moralement ruinés. »

« Ils nous prennent tout »

Même drame en Grèce. Le Parlement grec a adopté fin avril une loi mettant en œuvre de nouvelles mesures imposées par la Troïka (UE-BCE et FMI), qui prévoit le renvoi d'ici fin 2014 de 15.000 fonctionnaires, dont 4000 cette année. Ce texte a été dicté par les créanciers internationaux de la Grèce pour prix du versement d'une nouvelle tranche de 8,8 milliards d'euros des prêts consentis au pays par l'UE et le FMI. La Grèce est soumise aux politiques d'austérité depuis près de cinq ans avec sept plans de rigueur. Résultat, l'économie du pays s'est effondrée de près d'un quart entre 2008 et cette année. Il a subi un gel des retraites, une baisse des salaires, une hausse de la TVA, des privatisations massives, etc. En vain. Mais le « berceau de la démocratie » est toujours soumis au même régime : la dernière cure de rigueur, négociée en novembre, doit dégager des économies de 13,5 milliards d'euros. Et la dette, malgré les purges, risque fort de s'envoler à 190 % du PIB en 2014. Les trois dernières années de saignée ont porté le taux de chômage à 27% et entraîné des baisses d'un tiers du revenu moyen disponible et de près d'un quart du PIB grec entre 2008 et 2013.

L'Espagne ? Elle compte plus de 6,2 millions d'Espagnols au chômage selon les chiffres. Soit 237.000 personnes sans emploi de plus au premier trimestre 2013 qu'au trimestre précédent. Là encore, les jeunes payent au grand comptant une terrible crise économique aggravée par les politiques d'austérité. 57,22 % des 16-24 ans sont sans emploi, contre 55,13% au trimestre précédent, un phénomène qui pousse de très nombreux jeunes Espagnols, souvent diplômés, à partir pour l'étranger à la recherche d'un emploi. Le gouvernement de droite, au pouvoir depuis 2011, a lancé en 2012 un vaste programme de rigueur visant à récupérer 150 milliards d'euros d'ici à la fin 2014. Le plan prévoit une réforme des retraites et la fin de l'indexation automatique des salaires des fonctionnaires sur l'inflation.

Miné par la crise de son secteur bancaire entraîné par la chute de l'immobilier, le pays enchaîne depuis trois ans les plans de rigueur, cinq au total depuis 2010. Résultat, un nouveau recul de l'activité économique et une explosion du sous-emploi. « C'est quotidien, ils nous prennent tout. Bientôt, on n'aura plus aucun droit. Tout ce pour quoi on s'est battu en 40 ans, ils nous l'ont enlevé en quatre ans, » dénonçaient des manifestants le 1^{er} mai. Sous la pression de l'Union européenne, les Espagnols voient défiler les vagues d'austérité. Devant cette situation, la Commission a accordé vendredi un délai de deux ans au gouvernement pour faire revenir son déficit sous la barre des 3 %. Mais les réformes ultralibérales doivent se poursuivre.

Paysage social dévasté

Continuons ce sinistre tour d'horizon avec l'Irlande confrontée à un déficit public colossal creusé par l'effondrement de son secteur bancaire et l'éclatement de la bulle immobilière de 2008. En 2010, elle a négocié un plan d'aide de 85 milliards d'euros avec l'Union européenne et le FMI. Au prix, bien entendu, d'une cure d'austérité qui se traduira par des coupes budgétaires et une hausse de la fiscalité.

Mais l'Irlande est un cas à part. La Troïka veut en faire une vitrine, y exposer sa thèse absurde selon laquelle l'austérité n'est pas un facteur de récession mais « la » solution. Cela vaut bien quelque entorse à la doxa monétariste. En février, après de longues palabres, la BCE a accordé à l'île un moratoire de vingt-cinq ans sur le remboursement d'une partie importante de ses emprunts, d'autant plus aisément accordés que la faillite de ses banques aurait mis à mal l'ensemble du système bancaire européen. En mars l'UE a recommandé à la Troïka d'accepter un nouveau report de 15 ans du remboursement d'autres dettes contractées par Dublin auprès du Fonds européen de stabilité financière (FSEF) et du FMI. Mais à quel prix ?

Selon Ronald Janssen, économiste à la Confédération européenne des syndicats, cité dans un quotidien suisse, « les statistiques publiées par l'Irlande sont biaisées. Le régime fiscal très avantageux de l'impôt sur les bénéfices pousse de nombreuses multinationales à y déclarer des profits qui ont été réalisés ailleurs. Ces écritures comptables gonflent artificiellement le montant des exportations, diminuent en apparence les coûts salariaux et camouflent en partie l'endettement public. » En outre, l'appréciation de la balance commerciale irlandaise s'explique surtout par la chute de 25 % des importations consécutive à l'appauvrissement d'une population frappée par un chômage évalué à 15 %.

Le paysage social est dévasté : coupes dans l'emploi public, diminution des allocations de chômage, des pensions des fonctionnaires à la retraite et des prestations familiales. Un Irlandais sur dix ne mangerait pas à sa faim. Se nourrir, se chauffer, s'éduquer, ces besoins de base sont hors de portée pour beaucoup de citoyens.

Les « riches » aussi

Comment nier que la dette est une arme de destruction massive chargée par des apprentis-sorciers sans scrupules au service des marchés financiers ? Il serait tout aussi illusoire de s'imaginer que les riches pays du Nord européen sont mieux lotis.

Réputés pour leur politique « rigoureuse », les Pays-Bas sont bien vus des agences de notation. Le gouvernement, liant les libéraux du VVD et les travaillistes du PvdA, au vu de la dégradation de l'économie néerlandaise, déjà en récession, a toutefois décidé mi-avril de reporter plus de 4 milliards d'euros d'économies budgétaires annoncées pour 2014. Il était question, entre autres, d'un gel des salaires dans le secteur public et la santé, de la non-indexation des dépenses sur l'inflation, de la diminution des dotations aux collectivités locales, d'une réforme du travail. Autant de mesures dénoncées par les syndicats. Le précédent gouvernement libéral de Mark Rutte était tombé, faute d'un accord avec l'allié d'extrême droite, le PVV, sur des mesures d'économies. L'objectif était de ramener le déficit à 3% du PIB en 2013, comme l'exige la Commission. Il fallait pour cela trouver 16 milliards d'euros. Le chômage est passé à 8,1 % (contre 6,4 % en 2012) et les faillites d'entreprises se multiplient. Le déficit budgétaire était de - 4,1 % en 2012. Le gouvernement décidera en septembre si les mesures reportées doivent finalement être mises en place ou pas, en tout ou en partie, avec notamment une « simplification » des procédures de licenciement et la diminution des allocations de chômage.

En Autriche, le Parlement a voté le 28 mars 2012 un plan d'austérité de près de 28 milliards d'euros sur cinq ans, pour réduire les déficits publics et atteindre un budget équilibré en 2016. Ces mesures ont fait l'objet d'un accord entre les deux grands partis membres de la coalition gouvernementale, les sociaux-démocrates du SPÖ et les démocrates-chrétiens de l'ÖVP. En Finlande, le gouvernement de coalition au pouvoir depuis 2011 a décidé des coupes de 600 millions d'euros dans les dépenses d'ici à 2015. Elles s'ajoutent aux 5 milliards d'euros d'économies déjà décidées en 2011 et 2012. L'économie finlandaise s'est pourtant contractée de 0,2% en 2012, avec notamment un recul de 0,5% au quatrième trimestre. Le chômage s'est établi à 8,3% en février et mars, soit son plus haut niveau depuis juillet 2010.

Sous la houlette des conservateurs, la Grande-Bretagne paie, elle aussi, le prix de la politique menée par le gouvernement de David Cameron : croissance nulle, déficit à plus de 6 %, plus de deux milliards d'euros de coupes dans les budgets publics sur deux ans. Le ministre britannique des Finances, George Osborne, a dû reconnaître que l'austérité à laquelle est soumis le pays durerait plus longtemps que prévu. Chantre de la rigueur, il a avoué qu'il retarderait d'un an, après 2017, son objectif de réduction de la dette. Tout en évoquant une sortie de l'UE si ses exigences ne sont pas rencontrées.

Drôle de manière de construire, comme le serinent ses dirigeants, « une économie adaptée pour l'avenir ». Quel avenir, d'ailleurs ? Le gouvernement n'indexera plus les allocations sur l'inflation, actuellement à 2,8 % et ne les augmentera que de 1 % par an pendant trois années. L'accès aux allocations des personnes handicapées sera durci. Les aides au logement seront cruellement rabotées. Il s'agit aussi de plafonner les allocations sociales des familles. Et il est aussi prévu de réduire les aides aux chômeurs. Commentaire d'un pasteur outré, « La logique de la baisse des allocations sociales donne l'impression que les pauvres mériteraient leur pauvreté, que ce sont des gens inférieurs. »

Explosion des inégalités

Pour l'Australienne Sharan Burrow, la secrétaire générale de la Confédération internationale des syndicats, « les politiques d'austérité ont clairement démontré qu'elles ne fonctionnent pas (...) Alors qu'au début de la crise, en 2009 (G8 et G20), on nous promettait des actions coordonnées pour créer 30 millions d'emplois, quelques mois plus tard, les idéologues avaient déjà repris le dessus. On ne parlait plus que de rigueur budgétaire et, surtout, de discipline salariale et de baisse de la protection sociale. On s'en prend même aux droits syndicaux dont celui de négocier des conventions collectives. Ces attaques délibérées sur les revenus et les droits des travailleurs sont destinées à créer une très grande flexibilisation du travail et à en réduire le coût. Alors que l'argent public coulait à flots pour les banques, ces politiques ont abouti à la forte flambée actuelle du chômage et à une explosion des inégalités¹. »

Certains dirigeants européens font mine de sortir de leur autisme. L'Union européenne ne peut pas être « seulement coûts, impôts et austérité », a déclaré le nouveau chef du gouvernement italien, Enrico Letta, « les politiques en faveur de la relance ne peuvent plus attendre ». Mais tout en précisant aussitôt que l'Italie respecterait ses engagements de discipline financière alors que son pays est en récession. Comme partout, les comptes publics sont dans le rouge avec une dette de 130 % du PIB. Et comme partout également, il s'agirait de concilier austérité et croissance. La quadrature du cercle. Letta s'est engagé « à démissionner s'il y a des coupes » dans les budgets de la recherche, de l'éducation et de la culture, des secteurs déjà rongés jusqu'à l'os. Mais lors d'une tournée européenne, Enrico Letta a précisé que son gouvernement, soutenu par le parti démocrate et la droite de Berlusconi, poursuivrait la politique de réformes et d'assainissement budgétaire engagée par son prédécesseur Mario Monti. Celui-ci avait reçu un soutien appuyé de ses pairs européens, lui qui, en octobre 2012, avait annoncé une nouvelle série de mesures d'austérité, prétendant démontrer ainsi que la stricte discipline budgétaire peut être « payante ». Avec les félicitations du FMI. L'Italie a accompli des progrès en matière d'assainissement budgétaire et de réformes, mais demeure vulnérable à de possibles changements d'humeur des marchés, a lourdement insisté l'OCDE.

¹ « Sharan Burrow : 'L'austérité est en l'état contraire au bon sens et dangereuse' ». *L'Humanité* du 2 mai 2013.

Les Français broient du noir

Entre soumission aux appétits des grands financiers internationaux et nécessité vitale d'injecter une dose d'espoir aux peuples, la marge de manœuvre à l'épaisseur d'une feuille de papier à cigarettes. « Il faut montrer aux citoyens que l'Europe est en train de les aider. Si au contraire l'Europe démoralise les citoyens cela va nous amener à un désastre démocratique », a lancé, avec une fausse naïveté, M. Letta, fin avril, lors d'une conférence de presse commune à l'Élysée avec un François Hollande tout content de prendre son sillage.

Le président français rase le sol dans les sondages, battant pour l'heure des records d'impopularité (56 % de ceux qui ont voté François Hollande au deuxième tour de l'élection présidentielle regrettent leur choix, plus de 70 % des Français ne lui font pas confiance). Le nombre de 5 millions de demandeurs d'emploi a été atteint. Un record. Certes, son gouvernement s'est vu accorder par la Commission un délai de deux ans pour rentrer dans les clous du Pacte européen de stabilité mais « cela ne pas sans contrepartie » a aussitôt prévenu le président du conseil européen. Et Olli Rehn, le commissaire européen chargé des affaires économiques et monétaires, a énuméré les « réformes structurelles de grande ampleur » attendues : révision à la baisse du système des retraites, abaissement du coût du travail, des charges patronales et de la fiscalité des entreprises et plus grande libéralisation des services et des biens.

Atteindre plus tôt les 3 % de déficit était de toute façon hors de portée. Mais si les efforts à imposer au pays sont ainsi étalés dans le temps, la ligne reste tracée et les dirigeants socialistes se retroussent les manches. Jouant sur les mots, le ministre des Finances, Pierre Moscovici, a bien indiqué que le « sur-ajustement » budgétaire n'irait pas « plus loin que (...) nécessaire » Bel exemple de langue de bois. Mais, dans la foulée, le gardien des finances publiques a douché tout espoir d'un changement d'orientation : le délai évoqué ne sera pas interprété comme « une incitation à la paresse ou au relâchement ». Et il a ressorti, à son tour, l'illusoire rengaine : « Avec ce rythme nouveau qui tient compte des traités, nous pouvons combiner ajustement budgétaire et croissance, en évitant les réajustements récessifs ».

En attendant, François Hollande multiplie les bonnes manières à l'égard du patronat. Une loi de flexibilisation de l'emploi a été votée, qui brûle des pages entières du Code du travail. Le président a mis son veto à une loi d'amnistie des syndicalistes pourtant votée par le Sénat. En ce qui concerne les retraites, le grand patronat réclame 43 ans de cotisation et le report de l'âge de départ au-delà de 65 ans alors que, selon une récente enquête, les Français partent « dès que possible ». Hollande se tâte, consulte...

Pas de quoi rasséréner des Français qui « broient du noir », comme le remarquait récemment *Le Monde*. « Comparés aux Allemands, aux Britanniques, aux Italiens, aux Espagnols ou aux Polonais, ils sont les champions d'Europe du pessimisme. Davantage que leurs voisins du Sud, pourtant plus durement étrillés par la crise, ils pensent que le pire est à venir, notamment pour leurs enfants². »

Les reniements de Hollande

Le « président normal » s'y prend, il est vrai, comme un chef pour décevoir ses électeurs tout en donnant des gages à la Commission. Il a rapidement oublié ses promesses de campagne. On peut prendre deux exemples parlants, qui illustrent à merveille les reniements de l'Élysée dans le domaine socio-économique.

Ainsi, alors candidat, il avait juré ses grands dieux qu'il renégocierait le traité budgétaire européen (ou officiellement, traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance - TSCG), enfant chéri de son prédécesseur Sarkozy et de la chancelière allemande Angela Merkel. Ce texte vise à imposer, quasi constitutionnellement, aux membres de l'euro-groupe l'équilibre budgétaire au prix d'une accélération des politiques d'austérité, avec à la clé des menaces de sanctions pour les trainards. Il n'aura pas fallu attendre longtemps pour que le président Hollande mange sa parole.

² « Le cul entre deux chaises ». *Le Monde* du 7 mai 2013.

Quant à la réforme bancaire censée amener les banques à sortir de l'économie-casino, elle a accouché d'une souris et, pour l'essentiel, le monde de la haute finance continuera à agir à sa guise.

Sur un autre plan, début mai, le premier ministre a annoncé la vente au privé de participations publiques « non stratégiques » dans des entreprises. Des privatisations masquées pour, affirme Jean-Marc Ayrault, financer des investissements dans « la transition énergétique, la santé, les grandes infrastructures » et « les nouvelles technologies ». Mais pour l'heure, ce recul de l'Etat rappelle les politiques libérales des gouvernements de gauche comme de droite durant les années 1980-1990. Et le risque est grand, selon le Front de gauche, de désarmer plus encore la puissance publique face à la finance et ses licenciements boursiers au détriment du redressement productif.

La fronde s'amplifie jusque dans les rangs socialistes, au sein du Parlement où les élus encaissent de plus en plus mal les reniements de l'Élysée. Et les syndicats se mobilisent. Dans une lettre au président, le secrétaire général de la CGT, Thierry Lepaon, a rappelé à M. Hollande qu'il a été élu pour une « rupture avec la politique économique et sociale menée précédemment (...) De ce besoin, vous en avez fait votre slogan : *Le changement, c'est maintenant* (...) Or, nous sommes contraints de constater l'écart grandissant entre vos engagements et les actes. Le décalage est immense entre les attentes des salariés et les réponses politiques apportées. » Très naturellement, Thierry Lepaon estime que « la rupture avec les politiques d'austérité et de rigueur budgétaire doit être à l'ordre du jour en France et en Europe ».

Au plan communautaire, un appel pour « une autre Europe » a été lancé le 15 mai, visant à mobiliser l'opinion contre les politiques d'austérité que « les dirigeants néolibéraux et la Commission européenne veulent renforcer » malgré la récession, en recourant à « des instruments contraignants pour l'imposer ». Ce texte rejette les décisions attendues au Conseil européen de juin, « qui obligeront tous les Etats membres à s'engager, par une sorte de 'traité de compétitivité', à mettre en œuvre des 'réformes structurelles' que la Commission européenne définira pour eux ». L'appel, rédigé par des parlementaires de l'aile gauche du PS français, est cosigné par des élus allemands (SPD, Die Linke), autrichiens (SPÖ), italiens (SEL) ainsi que par des responsables de l'organisation altermondialiste Attac et plusieurs économistes, dont des membres du Front de gauche français.

A la belge

A lors, et en Belgique ? Avec la morgue qui le caractérise, le commissaire européen au Commerce, le libéral flamand Karel De Gucht, vient de rappeler brutalement le gouvernement à ses devoirs budgétaires : « Un bon élève est quelqu'un qui fait ce qu'on lui a demandé et la Belgique a fait autre chose. La Belgique n'a pas fait ce qu'elle devrait faire, ce qu'elle aurait dû faire sur le structurel. Il faut 0,75 % (de réduction de déficit) sur 3 années. Donc ça veut dire 0,75 % consécutivement pendant 3 années, donc 2,25 %. Ce n'est pas le cas. Et puis deuxièmement, il fallait également un déficit pour 2012 en-dessous de 3 % (...) Donc ça veut dire que sur les deux critères, on ne peut pas nier que ça va tout à fait à l'encontre de ses obligations. »

Derechef, et alors que la Commission promet à notre pays une croissance égale à zéro cette année avec un déficit de près de 3 % du PIB, « nos » libéraux sont montés à l'assaut. Didier Reynders a appelé à un nouveau contrôle budgétaire d'ici l'été, en ciblant les régions et les Communautés. « S'il devait apparaître que des mesures supplémentaires sont nécessaires, alors il faut les prendre aussi vite que possible », a renchéri le ministre des Pensions, Alexander De Croo (Open Vld). En juin, le gouvernement de M. Di Rupo repartira donc à la chasse aux économies, histoire d'huiler la machine dans la perspective du budget 2014, gauche gestionnaire et droite revancharde unies dans une même soumission aux politiques austéritaires.

Bruxelles et la Wallonie sont les deux entités qui seront amenées à porter la plus grande part de l'effort qui sera nécessaire pour maintenir le déficit budgétaire dans les limites de ce qui avait été décidé, a prévenu le ministre des Finances Koen Geens (CD&V). Le gouvernement fédéral maintient donc son engagement auprès de la Commission européenne de réaliser cette année un effort structurel d'1 %. C'est à la fin mai que la Commission européenne décidera si elle soumet la Belgique à une amende pour n'avoir pas respecté ses engagements. Mais la tripartite conduite par Elio Di Rupo a pris les devants en bloquant les salaires pour 2013 et 2014, un gel qui devrait se prolonger au cours des années suivantes. L'index, régulièrement manipulé, reflète de moins en moins l'augmentation des prix. Le système des pensions, déjà frappé, reste en grand danger. Le régime des heures

supplémentaires a été passé au laminoir dès lors que la durée du travail sera désormais comptabilisée sur une base annuelle, histoire de flexibiliser encore la main d'œuvre ...

Tout cela, sous la conduite éclairée du grand patronat et des instances européennes. Le 10 avril, la Commission européenne a publié ses « bilans approfondis des déséquilibres économiques ». « Principales conclusions pour la Belgique : le pays connaît des déséquilibres macroéconomiques qui doivent faire l'objet d'une surveillance étroite et d'une action politique (...) 'La Commission attend de la Belgique et des 10 autres Etats membres qui, comme elle, connaissent des déséquilibres non excessifs (sic) qu'elle tienne compte des conclusions de ce bilan approfondi dans son programme national de réforme et son programme de stabilité ou de convergence'³. » Une façon de mettre en joue les revenus du travail, l'indexation des salaires ou le régime des retraites. La machine à lessiver les conquêtes sociales tourne à pleines turbines.

Marché transatlantique : une machine infernale

On peut en juger également avec ce qui se trame des deux côtés de l'Atlantique. Les négociations d'un accord de libre-échange entre la Commission européenne et les Etats-Unis doivent s'ouvrir officiellement à la fin juin. Le but est clairement de répondre aux revendications des multinationales européennes et nord-américaines, de relancer la guerre économique et de revoir à la baisse les rémunérations, les conditions de travail et les normes environnementales.

Pour rappel, à peine Barack Obama avait-il appelé dans son discours sur l'état de l'Union, en février, à la conclusion rapide d'un tel accord que Jose Manuel Barroso, le président de la Commission européenne, boosté par Angela Merkel, disait son espoir d'aboutir « avant l'été ». « Nous allons lancer des discussions sur un accord transatlantique global sur le commerce et l'investissement avec l'Union européenne », avait déclaré le président américain. Du côté européen, le Conseil européen, qui promet un budget d'austérité à l'Union, avait redit sa volonté de « parvenir à une plus grande convergence transatlantique en matière de réglementation ».

Ce projet ultralibéral et atlantiste avance depuis des années en catimini. Ce retour sur un mode bilatéral de l'accord multilatéral sur l'investissement (AMI), que de puissantes critiques populaires avaient bloqué à l'automne 1998, met en grand danger ce qui reste du modèle social européen.

Pour rappel, l'AMI visait à subordonner des droits universellement reconnus aux exigences des grandes firmes, rendues juridiquement obligatoires. Avec ce texte, ces investisseurs auraient ainsi pu assigner en justice un Etat dont la politique ne correspondait pas à leurs desiderata. Une puissante mobilisation internationale avait empêché la finalisation de l'accord.

L'accord transatlantique signifierait à la fois l'abolition des droits de douane et aussi d'un ensemble de barrières réglementaires que le capital a besoin de faire sauter pour rehausser ses taux de profit. « En lien avec le pacte européen de compétitivité, voici qu'un pas de plus serait franchi, dans la loi de la jungle de l'ultracapitalisme, avec le renoncement à nos standards de production, aux normes de santé, d'environnement – certes à améliorer et à faire respecter – qui garantissent la sécurité des travailleurs et la qualité de nos productions, au profit de la suraccumulation du capital que cherchent les multinationales et les institutions financières⁴ »

Le commissaire au Commerce, le libéral belge Karel De Gucht, conduira les tractations pour l'Union. Officiellement, un tel accord pourrait générer, selon les calculs de la Commission, un point de croissance en plus pour l'Union européenne. De la poudre aux yeux. L'autre objectif visé par la création d'une telle zone de libre-échange, cette « Otan économique » comme l'a appelée Hilary Clinton, l'ex-secrétaire d'Etat des Etats-Unis serait pour les deux blocs capitalistes du Nord de contrebalancer les appétits des puissances émergentes comme la Chine. Alors que le monde a plus que jamais besoin de coopérations et d'échanges mutuellement profitables, la guerre économique est ouverte. De Gucht s'est donné 24 mois pour réussir.

³ Lire « Le PS soigne sa gauche, les libéraux rigolent ». Sur le site de l'ACJJ (www.acjj.be, avril 2013).

⁴ Lire « USA-Europe : la longue course à la dérégulation ». Sur le site de l'ACJJ, mars 2013.

Face à la réaction des professionnels du cinéma attachés à protéger la production du secteur audiovisuel de ces palabres⁵, Karel De Gucht, a choisi de biaiser en affirmant que « l'exception culturelle n'est pas négociable ». En réalité, les services de l'audiovisuel et de la culture sont toujours dans le mandat de la négociation. Alors pourtant que treize ministres de la culture européens, dont l'Allemand, l'Espagnol et l'Italien, ont cosigné une lettre avec leur homologue française, Aurélie Filippetti, pour demander que l'audiovisuel soit exclu de l'accord de libre-échange à négocier entre les Etats-Unis et l'Union européenne.

Tout se fait soudain au pas de charge et surtout sans publicité. Après le feu vert de la Commission en mars, le Parlement européen doit adopter rapidement le mandat de négociations de cet accord avant que les Etats-membres ne se prononcent en juin. La Grande-Bretagne du très droitier David Cameron a prévenu que tout devait « être sur la table, y compris les questions difficiles, sans exception ». Y compris donc la production agricole, et notamment la question des organismes génétiquement modifiés, cultivés à grande échelle aux Etats-Unis, au mépris du « principe de précaution » qui prévaut encore en Europe.

Imbuvable TSCG

Cette machine infernale est mise à feu alors que, parallèlement, en Europe, les faucons de la rigueur s'emballent. Le sommet européen de la mi-mars a rappelé aux Etats les obligations de réformes qui enferment dans un carcan les budgets nationaux, à charge pour les gouvernements de remettre une copie sans faute avant la fin juin, sinon, on l'a dit, les sanctions tomberont. Quelles réformes ? Celles qu'imposent, depuis des années, la vulgate ultralibérale, comme l'allègement de la fiscalité qui pèse sur le travail au bénéfice des grandes entreprises, une politique « active », disons agressive, vis-à-vis des sans-emploi et des retraités ou la mise en œuvre, dès cette année, des règlements dit « two-pack » et « six-pack » en jargon communautaire.

Deux instruments qui visent à resserrer davantage encore la discipline budgétaire dans les États membres et mettent leurs politiques économiques sous tutelle de la Commission européenne. Cela dans l'esprit du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance - ou plus communément pacte budgétaire européen -, une sorte de couronnement en la matière. Ce TSCG offre à la Commission et au Conseil européens la possibilité d'imposer des politiques de sacrifices sociaux aux États, privés ainsi de toute possibilité de faire de la relance. On sait que depuis 1997, en « vertu » du pacte de stabilité et de croissance, un pays risque une amende de 0,2 % de son produit intérieur brut (PIB) si son déficit public dépasse 3 % du PIB. Le TSCG innove avec la « règle d'or ».

Dorénavant, le déficit public autorisé, plus strict que le précédent (0,5 % de déficit structurel), devrait être inscrit dans le droit national « au moyen de dispositions contraignantes et permanentes, de préférence constitutionnelles ». Autrement dit, par des « mécanismes de correction automatiques », les parlements ne pourront plus contrôler les finances publiques. Une des prérogatives majeures des Chambres, soit voter le budget, serait abolie.

Pis, les États devraient se dénoncer les uns les autres pour s'assurer que la règle d'or est bien traduite en droit national. Dans le cas contraire, « la Cour de justice de l'Union européenne (CJE) sera saisie par l'un des pays signataires du traité ». La Cour pourrait infliger au pays fautif une amende de 0,1 % de son PIB. Avec le TSCG, ce sont bien les retraites, les codes du travail, les entreprises publiques et les fonctionnaires qui sont dans le collimateur. Et la précarité serait mise sur pilote automatique.

⁵ A l'initiative des frères Dardenne, des réalisateurs européens ont lancé une pétition pour l'exclusion des secteurs audiovisuel et cinématographique des marchandages en cours. « Nous nous battons pour que l'Europe continue à écrire son histoire par l'esprit, par la culture, par un regard divers sur soi et sur le monde, afin que les citoyens puissent apporter des réponses profondes et complexes aux défis que notre époque soulève. »

Pleins pouvoirs aux technocrates

Étrange conception de la démocratie que celle qui accorde les pleins pouvoirs à un aréopage de technocrates politiquement irresponsables puisqu'à l'abri de toute sanction populaire. Pas à pas, le dit « modèle social européen », fondé sur une protection sociale, des services publics et des négociations collectives, serait ainsi promis à une belle mort. Oui, étrange conception de la démocratie que celle qui prétend étouffer la voix des citoyens. « Une telle orientation ne peut se mettre en œuvre qu'en écartant les peuples des processus de décision et en violant de façon systématique les procédures démocratiques », a justement condamné la CGSP.

Pour rappel, le 30 janvier dernier, des féministes belges, syndicalistes, enseignantes, militantes associatives, élues... lançaient un « appel contre le pacte budgétaire » qui « condamne l'avenir, sacrifie la démocratie et le bien-être des populations à la satisfaction des exigences des marchés financiers ». Elles appelaient « à la construction et à la prise en compte de résistances et d'alternatives à l'austérité en Belgique et en Europe ». Ce texte était adressé aux présidents des différentes assemblées parlementaires. La FGTB a demandé à « tous les parlements à ne pas approuver ce traité et à faire entendre une voix claire contre la politique économique européenne néfaste. ». La CSC a fait de même, « au nom de l'intérêt général de la population ». Parce que « chaque jour qui passe nous montre que l'austérité ne crée pas de la croissance mais bien de la récession », le front commun syndical wallon interpellait les élus début mars : « Allez-vous voter ce texte et pourquoi ? Nous ne gèrerons pas les 'c'est une nécessité mais tout sera fait pour engendrer la croissance'. Car c'est de l'avenir des travailleurs et des citoyens belges dont il est question ici. Rien de moins ». « N'ayant pas obtenu de réponses satisfaisantes au courrier que nous avons adressé fin 2012 à tous les parlementaires, la FGTB et la CSC de Wallonie et de Bruxelles reviennent à la charge », insistaient les signataires. Le CEPAG, mouvement d'éducation permanente, proche de la FGTB wallonne, a lancé une pétition pour mettre la pression sur les parlementaires appelés à voter le TSCG. Parce que « tout laisse à penser (qu'ils) voteront pour ce traité mortifère sans broncher » et que « plusieurs interpellations de la part des organisations syndicales et de mouvements sociaux » sont « restées sans réponse »... Autant d'interventions, qui prétendant forcer le mur du silence, seraient aussi incongrues que le « niet » de la Confédération européenne des syndicats ?

Taxer le capital

Pourtant, si la situation est à ce point dramatique, pourquoi ne pas imaginer des sources nouvelles de financements, socialement plus justes et économiquement plus porteuses ? Une révolution fiscale sur la base d'une progressivité renforcée et d'une assiette élargie à tous les revenus ?

Le principe d'une taxe Tobin (prélever un pourcentage minime sur les échanges de capitaux et des montants plus importants sur les échanges à but exclusivement spéculatif) rôde en Europe comme en Belgique depuis 10 ans. L'idée rebondit. En janvier, onze Etats de la zone euro sur 27, dont la Belgique la France et l'Allemagne, ont donné leur feu vert à une taxe sur les transactions financières. Un pas en avant. Selon le traité de Lisbonne, neuf Etats peuvent lancer un tel projet qui, selon la Commission européenne pourrait générer des recettes de l'ordre de 30 à 35 milliards d'euros par an. Mais, pour les dirigeants européens, réglementer, même un peu, la spéculation, n'est pas un horizon, ou alors très lointain. La chancelière Angela Merkel n'a pas manqué de le rappeler : pour que la taxe voie le jour, il faut d'abord convaincre les vingt-sept pays de la zone euro de marcher dans le même sens. Le gouvernement britannique a lancé un recours auprès de la Cour de justice européenne contre le projet. En Belgique, le ministre des Finances, Koen Geens (CD&V) a promis de s'en préoccuper « avec circonspection », histoire de rassurer le secteur financier, opposé à toute atteinte à ses privilèges, « les discussions sont encore à un stade très précoce. Il n'est, dès lors, pas possible de se prononcer sur leur résultat final. »

Il n'empêche. Comme y a insisté le réseau altermondialiste des Attac Europe, « l'adoption de cette mesure a une haute valeur symbolique (...) d'autres politiques sont possibles (...) C'est important à souligner en ces jours de crise où les politiques d'austérité sont présentées comme inévitables, même si leur inefficacité et leur absurdité a été démontrée. » Une étape qui pourrait ouvrir la voie à « d'autres mesures (...) Pour en finir avec l'actuelle crise économique, sociale et politique en Europe, il faudra notamment une éradication complète des paradis fiscaux et une réforme globale du système fiscal tendant vers l'imposition des revenus du capital à des niveaux égaux ou supérieurs à ceux des revenus du travail. »

Schizophrénie gouvernementale

En mars 2010, Didier Reynders, à l'époque ministre des Finances, répétait pourtant qu'il entendait faire aboutir l'idée d'une taxe bancaire européenne dans le cadre de la présidence belge de l'Union européenne. En 2001, il n'en voulait pas. Douze ans plus tard, l'actuel ministre des Affaires étrangères s'est fait beaucoup plus discret sur le sujet. Mais il peut se vanter, sans grande crainte d'être contré, de tenir fermement le cap libéral au gouvernement. Début avril, il jouait les Artaban dans une interview à la Libre. Des recettes nouvelles ? « Nous avons permis d'éviter toute une série de propositions qui auraient pesé soit sur le pouvoir d'achat des gens soit sur les entreprises. L'imagination pour prélever des impôts supplémentaires est sans limite autour de la table. » Pas question, donc, de trouver des ressources du côté des grosses fortunes, du grand capital ou des spéculateurs. Mais de rogner plus encore les dépenses publiques : « On va ainsi réduire de 0,5 % les dépenses en personnel dans tous les départements (...) On va aussi encore réduire les dépenses en soins de santé. » Et, « pour une gestion active de la dette (sic), nous procéderons à la vente d'environ 1 milliard d'euros en actifs (publics) », par exemple dans le secteur bancaire ou celui des télécommunications. Des choix hautement idéologiques.

Plus récemment, le ministre socialiste Jean-Pascal Labille qualifiait de « politique de mort » le cadre budgétaire fixé avec l'Europe, « une course folle entre réduction des déficits et croissance ». D'ailleurs, « le but (de l'UE) n'est pas de respecter les contraintes budgétaires mais d'affaiblir les systèmes sociaux et de réduire le rôle de l'Etat. » Et le ministre des Entreprises publiques exigeait une révision de cette trajectoire budgétaire afin d'investir dans les mécanismes de croissance, l'enseignement, l'innovation, la création d'entreprises, etc. Alors ? « Nous avons retrouvé la confiance des marchés financiers » se réjouit le Premier ministre. « L'austérité nuit à la santé », affirme le socialiste Di Rupo. Quand la gauche de gouvernement risque la schizophrénie... Y a-t-il un psy dans l'avion gouvernemental ? La route vers des alternatives à l'idiote austérité budgétaire, génératrice de souffrances sociales, sera longue, l'issue incertaine, sans un vaste mouvement de mobilisation populaire. Et une véritable indépendance syndicale vis-à-vis des partis. Comme y a lucidement insisté un des signataires de l'Appel pour une autre Europe, le desserrement « de l'étau austéritaire imposé par Bruxelles passe par le fait qu'on ouvre des fronts partout où on peut les ouvrir, à l'intérieur des formations politiques et en mobilisant, en montrant que ce n'est pas une réflexion isolée ». Le parti de la gauche européenne (PGE – il regroupe des partis socialistes, communistes, « rouge-verts » et d'autres partis démocratiques de gauche européens) entend intensifier sa lutte pour la formation d'un front social et politique européen de résistance et d'alternative. La gauche de transformation a des raisons de se sentir confortée par les brèches qui s'ouvrent dans une Europe autoritaire qui, derrière ses airs de forteresse, est plus fragilisée que jamais par ses contradictions.

Exercice de style

Car pour l'heure, chez les « décideurs », on reste à mille lieues d'un changement d'orientation. Angela Merkel continue de donner le « la » à ses « partenaires ». Après avoir tapé sur les doigts d'Enrico Letta qui lui rendait visite, elle a ressorti une fois de plus sa formule magique : « Consolidation budgétaire et croissance sont deux éléments qui ne sont pas opposés ». Et l'heure ne semble pas à une mise en question sérieuse de ce raisonnement absurde. Pour François Hollande, l'Allemagne et la France doivent « travailler ensemble quelles que soient les conjonctures (...) les personnalités qui les dirigent (et) les sensibilités ». Des formules creuses qui auront l'heur de satisfaire des élites confites dans leurs certitudes surréalistes. « Le défi est de trouver le bon rythme : réduire les déficits, de manière continue et régulière, tout en protégeant des sources de croissance », va répétant comme une burlesque litanie Herman Van Rompuy, le président du Conseil européen.

De quoi complaire aux dirigeants allemands qui n'ont que les mots rigueur et restrictions budgétaires à la bouche. Et ne se voient guère opposer de résistance. En témoignent les calendriers d'austérité conformes aux vœux de la Troïka d'un bout à l'autre du continent. Ou, plus cocasses mais si exemplaires, les palinodies du PS français. Fin avril, sa direction avait osé le crime de lèse-Merkel, parlant de « bras de fer avec la chancelière de l'austérité » et de « son intransigeance égoïste ». Indécents et hors de propos, avait tonné la présidence. Injurieux, s'était-on offusqué outre-Rhin. Sous la directive de la présidence, la formule litigieuse avait vite été rabotée pour évoquer une vague critique des « conservateurs européens ». La nouvelle version gomme aussi toute allusion au premier ministre britannique David Cameron. « Le projet communautaire est aujourd'hui meurtri (sic) par une alliance de

circonstances entre les conservateurs britanniques, qui ne conçoivent l'Europe qu'à la carte et au rabais, et l'intransigeance libérale de la droite allemande. »

Alors ? Dans les hautes sphères, le moment est à un curieux exercice de style. Dominique Strauss-Kahn, à ce moment à la tête du FMI, s'était inquiété que trop d'austérité tue la reprise après la crise financière de 2008, payée au prix fort par les finances publiques et mise au débit des peuples. En janvier, Christine Lagarde, à son tour en charge de l'institution, reconnaissait elle aussi que « l'effet de l'austérité est plus fort que prévu », et évoquait « une erreur d'appréciation ». Fin avril, c'était le président de la Commission européenne (CE), José Manuel Barroso, qui découvrait la lune, estimant que la politique économique prônée par les cénacles européens a « atteint ses limites ». Mais tous et bien d'autres gardiens de la foi ont aussi vite repris leurs esprits, répétant qu'il n'y avait pas d'alternative à l'austérité. Ainsi, pour Mme Lagarde, « la situation est difficile », et il faut à la fois observer « une discipline budgétaire » et « favoriser les éléments de croissance », afin de promouvoir les « investissements et l'emploi ». Le même et impossible binôme continue à obséder nos froids calculateurs alors que, d'évidence, l'austérité tue la croissance, aggrave le chômage, étend la précarité et plombe les finances publiques. La colère populaire monte.

Le tableau (peu) rose de l'Allemagne

L'opinion publique allemande « est fortement étonnée et déconcertée de découvrir qu'Angela Merkel, lors de ses visites dans certains Etats membres, est désormais accueillie par des foules de contestataires brandissant des affiches où l'on peut voir la chancelière affublée d'une moustache à la Hitler, ou encore bardée d'insignes SS », s'inquiétait voici peu un grand quotidien allemand. Des manifestations d'extrémistes ? « Dans le sud de l'Europe, en particulier, la colère des gens, suscitée par les mesures d'austérité destinées à surmonter la crise de la dette publique, n'a pas seulement pour objet l'échec et la mauvaise gestion de leurs propres élites, mais aussi le 'diktat allemand de l'épargne', censé freiner la croissance et propulser le chômage à des niveaux astronomiques⁶. »

Mais au fait, comment va l'Allemagne, si volontiers présentée comme le parangon de la bonne gouvernance, un exemple d'efficacité économique, un modèle de stabilité sociale où, enfin, rigueur et croissance s'allient pour le bien commun ? La réalité est loin d'être aussi rose. Des années d'austérité et de réformes antisociales ont largement assombri le tableau. Depuis un an, l'activité économique stagne. Au dernier trimestre de l'an dernier, elle était en recul (- 06 %). La Bundesbank a revu ses prévisions de croissance pour cette année à 0,4 % du PIB.

Le pays paie doublement les choix de ses dirigeants. D'un côté, les politiques de déflation salariale, en plombant la consommation, pèsent sur le marché intérieur (l'Allemagne ne connaît pas le salaire minimum). Selon l'institut de conjoncture DIW, les salariés allemands ont subi un recul moyen de leurs rémunérations de 4,2 % au cours de la dernière décennie quand les revenus du capital ont atteint une croissance à deux chiffres). La pauvreté s'étend, d'après les récentes enquêtes d'Eurostat. L'office fédéral allemand des statistiques Destatis a révélé que 15,8 % de la population vivait sous le seuil de pauvreté en 2010.

En cause, notamment, les mini-jobs compris entre 400 euros et 800 euros par mois pour 15 à 20 heures par semaine, des contrats de travail précaires, peu taxés et des travaux d'utilité publique payés un euro de l'heure, la mise à sac des aides aux chômeurs - après un an, les personnes sans emploi sont virées vers le régime de l'aide sociale - ou les réformes successives de l'assurance vieillesse. L'emploi ? L'Allemagne officielle se glorifie d'un taux de chômage limité à 5 %. Mais cette performance a été payée cash par les salariés, au fil du détricotage du droit du travail avec les « lois Hartz », lancées entre 2003 et 2005 sous le mandat du chancelier social-démocrate Gerhard Schröder. Par exemple, la loi Hartz 3 a « assoupli » les règles de licenciements et la quatrième a réduit de 32 à 12 mois les indemnités des chômeurs de longue durée qui refusent des emplois en dessous de leur qualification. La généralisation du travail partiel sert ainsi à maquiller les chiffres du chômage.

⁶ « France-Allemagne - Berlin craint d'être isolé en Europe ». La *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 29 avril, traduite par le *Courrier international*.

D'un autre côté, les purges austéritaires imposées aux Etats de la zone euro assèchent les exportations allemandes (les marchés européens sur lesquels se situent 60 % de leurs débouchés sont frappés de récession). En clair, les exportations allemandes sont tributaires de la demande des autres pays de la région, elle-même tributaire du pouvoir d'achat des populations européennes. Intenable contradiction puisque c'est le modèle de gouvernance imposé par la Commission européenne et Berlin à la zone euro qui réduit les débouchés des groupes allemands.

« Aucune logique économique »

A l'instar des personnages de Tex Avery, « banquiers centraux, économistes orthodoxes et dirigeants politiques ignorent les faits et galopent, pour quelques temps encore, dans un éther de croyance. Leur credo du moment porte le nom de 'modèle allemand', expression synthétique de la doctrine économique portée par les élites européennes qui associe austérité budgétaire (réduire le déficit de l'Etat et la dette), austérité monétaire (monnaie forte, lutte contre l'inflation) et austérité salariale » ironisait récemment le journaliste et sociologue français Pierre Rimbart dans le *Monde diplomatique*. « Toute croyance a son église, ses prêtres, ses cardinaux (...) Critiquer le 'modèle allemand', ou simplement signaler ses à-côtés, relèverait de l'hérésie⁷. »

Ce n'est en tout cas pas le point de vue des métallos allemands qui se sont mobilisés pour le pouvoir d'achat. Depuis le début du mois de mai, 700 000 salariés, issus de 2700 entreprises, ont débrayé et multiplié les grèves d'avertissements. Le puissant syndicat IG Metall revendique une augmentation des salaires de 5,5 % pour les 3,7 millions du secteur. Non sans résultats : les salaires augmenteront en deux temps : +3,4% à partir du 1er juillet 2013, puis +2,2% au 1er mai 2014. L'accord salarial dans la métallurgie est en général un indicateur pour d'autres secteurs. Le printemps social est chargé outre-Rhin. Les salariés de Lufthansa ont fait grève en mars et en avril. Deutsche Post a été touchée aussi. Des salariés d'Amazon ont cessé le travail pour revendiquer la reconnaissance par le géant de la distribution en ligne de la convention collective du commerce de détail.

Une réponse concrète, économique et sociale, à la « mère la rigueur ». Selon les syndicalistes, une hausse des salaires serait bénéfique pour l'économie puisqu'*in fine* cela conduirait à une hausse de la demande intérieure, autrement dit de la consommation. Comme l'a noté Norbert Arndt, dirigeant du syndicat allemand des services Verdi, « Le modèle allemand, c'est une entreprise de redistribution de la richesse du bas vers le haut à laquelle nous assistons depuis maintenant vingt ans. C'est cela en fait que l'on recommande si fortement à toute l'Europe. L'Allemagne est au centre de cette politique. »

Pour Jean-Paul Fitoussi, économiste à l'Observatoire français des politiques économiques, « le pacte européen de stabilité budgétaire n'a aucune logique économique. « Quand il y a récession ou quasi-récession, il est contre-productif de conduire une politique d'austérité, dénonce-t-il, la priorité doit être le plein-emploi, la croissance des revenus et la fin de la précarité. La réalité a fait la preuve que la théorie dite des nouveaux classiques, qui consiste à déréguler et à libéraliser les marchés financiers sous prétexte qu'une telle politique nous conduirait à un optimum économique et social, à la plus grande productivité possible et à la plus grande croissance, est fautive (...) Les partis de gouvernement conduisent peu ou prou la même politique puisqu'ils appliquent la feuille de route européenne qu'ils ont eux-mêmes dessinée. Du coup, les électeurs vont voter pour des partis plus ou moins fantaisistes, plus ou moins dangereux⁸. »

Impasses libérales

Cette mise en garde est loin d'être rhétorique. Le risque est grand que la droite populiste et l'extrême droite soient les grands bénéficiaires des politiques d'austérité. Tant sur le plan électoral qu'idéologique et alors que le vertige du « tous pourris » gangrène le débat politique. En 2011, le sociologue Marc Jacquemain, professeur à l'Université de Liège évoquait la porosité des familles politiques traditionnelles aux thèses extrémistes : « En

⁷ « Le 'modèle allemand' ou comment s'obstiner dans l'erreur ». Par Pierre Rimbart, lundi 6 mai 2013. A lire sur le site du *Monde diplomatique* (www.monde-diplomatique.fr)

⁸ « Sans remise en cause de la politique d'austérité, le malade mourra guéri ». L'humanité du 18 avril 2013

Suisse, en Italie, au Danemark, en Flandre, en Autriche, aux Pays-Bas, les partis qui centrent leur construction idéologique sur l'exaltation de l'identité (nationale ou locale), la xénophobie et l'autoritarisme représentent des forces politiques enracinées et supérieures à 10 % de l'électorat. L'autre aspect de cette implantation est probablement plus inquiétant encore : c'est la manière dont l'extrême droite a pu imposer son agenda au cœur du débat politique partout en Europe, vampirisant partiellement la droite classique et, à la faveur des recompositions idéologiques, débordant parfois largement sur une partie de la gauche. »

Il est patent qu'une crise socio-économique dont personne ne prévoit sérieusement l'issue ne peut qu'entraîner une crise majeure de la démocratie représentative et des lieux de pouvoir qui l'organisent. Au moment où les citoyens constatent légitimement qu'ils pèsent de moins en moins sur les processus décisionnels, où les représentants du peuple eux-mêmes font aveu d'impuissance, où encore des organismes européens non élus prétendent gérer la vie des peuples, où enfin la dictature des actionnaires concourt à diffuser l'idée qu'il n'existe pas d'autre voie que les impasses libérales, comment le « système » ne serait-il pas en train d'imploser ? Quand argent et politique vont l'amble, c'est tout naturellement que « ceux d'en bas » s'en détachent. Et sont d'autant plus attirés par d'inquiétantes sirènes que la rupture historique entre gauche social-démocrate et droite libérale semble appartenir à des temps révolus.

« Il faudrait mieux expliquer la situation, être plus convaincants sur la validité de nos choix », vont répétant nos ayatollahs de la pensée unique. Mais la « situation » est connue telle qu'elle s'impose, souvent cruellement, dans la vie des gens. A un point tel que la défiance est à son comble, créant une situation dont se repaissent les chantres de l'autoritarisme.

Il ne suffit pas de promettre plus de transparence. Cet engagement n'a plus aucune pertinence dès lors que la confusion entre intérêts privés et intérêt général semble la norme et ridiculise l'idée même de contrôle démocratique. Il serait tout aussi illusoire de voir dans la déliquescence actuelle la seule conséquence d'un essoufflement des institutions même si celles-ci doivent être repensées de fond en comble. Si les partis de gouvernement entretiennent le sentiment que, de gauche ou de droite, ils mènent au bout du compte les mêmes politiques, qu'il n'existe aucune alternative au chaos politique et social, pas de choix possible au-delà d'une alternance stérile au pouvoir, alors c'est la démocratie qui se vide de tout son sens. « Partout en Europe, la lutte est engagée entre les oligarchies et la démocratie sociale et politique », écrivait Jean Jaurès en 1914. « En même temps que le vieil ordre politique et social agonise, une poussée nouvelle de forces brutes, d'appétits ignobles ou de fanatismes meurtriers soulève l'écorce de la vieille terre », avait aussi prophétisé ce grand socialiste. On sait ce qui advint tout au long du sanglant XX^e siècle....

Droite décomplexée, droite populiste

Mais les jeux sont ouverts. Sur le fumier de la crise peuvent éclore les fleurs vénéneuses de la désespérance et de l'aventurisme populiste; ou naître les colères populaires, l'exigence d'alternatives, la combativité sociale, conditions sine qua non pour contrer la droite extrême. Mais cette seconde hypothèse appelle une mise en cause radicale des mécanismes de prise de décision, au niveau des Etats et de l'union européenne. Elle impose de rejeter les critères de convergences financière et budgétaire qui sont au cœur des traités européens. De leur substituer des critères de convergence sociale et écologique. Une perspective littéralement révolutionnaire. Mais qui ne peut être différée quand la droite « décomplexée » et la droite ultra opposent le discours du repli identitaire et d'exclusion aux valeurs d'égalité et de justice qui sont l'héritage commun de la gauche.

Comme l'a observé Walter Baier, économiste et coordinateur du réseau européen *Transform* (celui-ci regroupe vingt-deux associations de quinze pays européens - dont l'ACJJ - qui « explorent les voies d'un rebond historique du mouvement émancipateur »), la montée de formations populistes et d'extrême-droite indique « un profond changement dans la géographie politique de l'entité européenne ».

Walter Baier pointait « phénoménologiquement parlant, quatre points de ressemblance : un discours dont le cœur est formé par la triade sécurité-immigration-chômage. Tous les partis étudiés considèrent les immigrants comme responsables du développement prétendument croissant de la criminalité et du chômage. Ils réclament un État

fort avec des caractéristiques autoritaires et la fermeture des frontières pour empêcher toute nouvelle immigration. »

« L'anti-islamisme ainsi que le rejet du multiculturalisme constituent des points de référence communs entre les partis de droite populiste et ceux de la droite du courant dominant (...) Ce qui est particulièrement intéressant c'est que, dans le cadre de la crise capitaliste, tous les partis étudiés ont remplacé ou au moins modifié leur discours jusqu'ici néolibéral, et l'ont orienté en premier lieu vers des secteurs de la classe moyenne, avec un agenda protectionniste, étatiste et nationaliste. »

« Ces partis, non seulement imposent leur agenda à d'autres partis politiques, y compris les partis sociaux-démocrates, mais conquièrent aussi des positions clés en termes de formation de gouvernement. »

Ainsi, notait Baier, « la relative stabilité de l'électorat d'extrême droite autour de 20 % ainsi que les taux d'abstention importants dans un certain nombre de pays indiquent une baisse de légitimité des systèmes politiques et peut-être une crise politique imminente dans un certain nombre d'États (...) Mais l'interprétation nationaliste, plutôt qu'une analyse sociale et économique, enferme dans un double piège. Elle ne renforce pas seulement la droite populiste ; elle soutient aussi la tendance la plus forte du nationalisme en Europe qui (...) appelle à une nouvelle organisation au sein des relations européennes – par exemple, en séparant la zone euro en régions fortes et faibles. Indubitablement, c'est une question compliquée pour la gauche. Elle doit s'opposer aux politiques d'austérité des gouvernements, du FMI et des institutions européennes en même temps qu'elle s'oppose au populisme qui tente de les exploiter pour fomenter des nationalismes⁹. »

Cette analyse décrit remarquablement le jeu de la N-VA en Belgique.¹⁰ Un parti qui fait son miel de la succession des trains d'austérité, des frustrations populaires et de la montée concomitante du *basta cosi*. Bart De Wever tire sur tout ce qui bouge : syndicats, intellectuels, immigrés, partis de gauche, musulmans, sans papiers, homosexuels... Bref, ce qui, à ses yeux, fait désordre et encombre le chemin qu'il propose vers « sa » révolution. Nationaliste, populiste et ultralibérale : « Moi, je veux réformer la sécurité sociale, booster la compétitivité, supprimer les prépensions » dans le cadre d'un confédéralisme qui ne serait qu'une étape vers l'indépendance de la Flandre et qui ferait du fédéral une coquille vide. Le président de la N-VA définit ainsi le cadre dans lequel il entend mener sa croisade antisociale. Une étude de l'ABVV (la FGTB flamande) a décortiqué le programme du parti. Elle mettait en évidence son rôle revendiqué de relais du patronat flamand, le Voka. Ainsi, la N-VA veut scinder l'impôt des sociétés pour pouvoir en abaisser le taux, prône des horaires de travail et des salaires flexibles, l'allègement des procédures de licenciement. Elle propose de limiter dans le temps les allocations de chômage. Elle milite pour la scission de la sécurité sociale et sa privatisation. « Il semble que le parti a fait un copier/coller du programme de l'organisation patronale », concluait l'ABVV. « Il y a ce que visent aussi bien le Voka que la N-VA avec une réforme de l'État : être enfin débarrassés de cette Wallonie socialiste afin que la Flandre puisse mener sans complexe une politique socio-économique plus à droite, à la mesure des employeurs. » Mais de cela, il n'est guère question dans les commentaires de la presse...

Rien n'est perdu

A lors que le mythe de l'Europe comme réponse collective aux tensions intracontinentales a vécu, le populisme ultra vise avant tout les classes populaires, celles qui forment théoriquement le public privilégié d'une gauche aujourd'hui largement en délicatesse avec son électorat. Le moment est donc à se poser les vraies questions. Par exemple : quelles réformes de structures engager quand s'échoue un système qui jette les travailleurs à la rue, les vagabonds des temps modernes dans des abris de carton, les pensionnés dans une précarité sans issue ?

⁹ Analyse présentée à la Joint Social Conference sur des solutions démocratiques à la crise des dettes d'État. Londres, 30 Septembre, 2011.

¹⁰ Lire aussi « Le populisme de droite en Belgique : bilan et perspectives pour la Gauche » Sur le site de l'ACJJ, mai 2013.

Qu'attendre de la gauche dans ces circonstances ? Peut-être, d'abord, qu'elle existe et se « rebelle » au cœur d'une séquence électorale qui a permis aux droites de remporter des victoires confortables dans nombre de pays de l'Union. Reprenne, face à la pensée unique des marchés, le combat pour « l'hégémonie culturelle ». Ce qui pose de lourdes questions aux forces qui se situent à gauche de la social-démocratie : quel contenu donner à la transformation sociale ? Comment rendre sens à l'action politique ? Comment contrer la nouvelle aliénation du consumérisme, générateur de frustration et de désespérance ? Autant de défis de civilisation.

Dans un an et quelques jours, les citoyens de l'Union éliront un nouveau Parlement européen sur fond de délitement social et démocratique. L'euro-scepticisme est général. Des pays traditionnellement proeuropéens comme l'Espagne, l'Italie ou l'Allemagne connaissent un déclin vertigineux de la confiance de leurs citoyens dans l'UE. Parallèlement, la politique s'en trouve délégitimée, corrodée par la montée en puissance du chômage, de la pauvreté et de la précarité. « Aux yeux d'un nombre croissant de citoyens des pays d'Europe du Sud, l'UE ressemble un peu plus chaque jour à ce qu'a été le Fonds monétaire international en Amérique latine : une camisole de force qui rogne peu à peu l'espace laissé jusqu'ici aux politiques nationales et vide les démocraties nationales de tout contenu. Dans ce nouveau scénario, les gouvernements se succèdent, mais les politiques restent fondamentalement les mêmes et ne sauraient être remises en cause » constatait *Le Monde*¹¹.

Une façon de reconnaître que la domination sans partage des marchés et du capitalisme financier démantèle la démocratie représentative et que la démocratie sociale reste à conquérir. La « concurrence libre et non faussée », pierre angulaire des traités, servie par l'euro et la BCE coince l'Europe dans une impasse. Mais rien n'est perdu. Partout monte l'exigence d'un changement de cap radical, qui ouvre de nouvelles potentialités au mouvement social et rende possible l'émergence d'un nouveau rapport de force à gauche.

Ce qui semblait, sinon acceptable, du moins « aller de soi » au nom d'un certain « ordre des choses » est désormais rudement mis en question. Du coup, l'arrogante hégémonie du fric, encouragée durant des décennies par des gestionnaires politiques de gauche ou de droite acquis aux fausses évidences libérales, se heurte de plus en plus à des résistances populaires. Comme si une longue période de résignation, porteuse de dangereuses tentations nationalistes, identitaires, voire fascisantes, cédait, ici et là, la place à l'exigence d'une alternative économique, sociale et politique à un système aussi inique qu'inefficace.

Et là-haut, on s'inquiète. Comme l'ancien chancelier allemand Helmut Schmidt qui, en novembre dernier, déclarait que « Nous nous trouvons à la veille d'une possible révolution en Europe. » En mars, c'est le Premier ministre luxembourgeois Jean-Claude Juncker qui avouait ne pas exclure « le risque de voir une révolution, une rébellion sociale ».

De son côté, l'Organisation internationale du travail a averti que les risques de troubles sociaux augmentaient en même temps que le chômage de longue durée et celui des jeunes.

Pour un nouvel internationalisme

A la veille des élections européennes de 1999, le sociologue français Pierre Bourdieu signait dans *Le Monde* diplomatique un texte intitulé « Donner un sens à l'Union. Pour un mouvement social européen ».

« Il n'est pas facile, quand on parle d'Europe, d'être tout simplement entendu. Le champ journalistique, qui filtre, intercepte et interprète tous les propos publics selon sa logique la plus typique, celle du 'pour et du 'contre' et du tout ou rien', tente d'imposer à tous le choix débile qui s'impose à lui : être 'pour' l'Europe, c'est-à-dire progressiste, ouvert, moderne, libéral ; ou ne pas l'être, et se condamner ainsi à l'archaïsme, au passéisme, au poujadisme, au lepénisme, voire à l'antisémitisme... Comme s'il n'y avait pas d'autre option légitime que l'adhésion inconditionnelle à l'Europe telle qu'elle est et se prépare à être, c'est-à-dire réduite à une banque et une monnaie unique, et soumise à l'empire de la concurrence sans limites... Mais il ne faudrait pas croire que, pour échapper vraiment à cette alternative, il suffise d'invoquer une 'Europe sociale'. Ceux qui, comme les socialistes français,

¹¹ « Europe : le choc des démocraties ». *Le Monde* du 24 avril 2013.

ont recours à ce leurre rhétorique ne font que porter à un degré d'ambiguïté supérieur les stratégies d'ambiguïté politique du « social-libéralisme » à l'anglaise, ce thatchérisme à peine ravalé qui ne compte, pour se vendre, que sur l'utilisation opportuniste de la symbolique, médiatiquement recyclée, du socialisme. »

Et Bourdieu rejetait « la liquidation des acquis les plus admirables des luttes sociales des deux derniers siècles : universalisme, égalitarisme (avec les distinguos jésuitiques entre égalité et équité) ou internationalisme ; et la destruction de l'essence même de l'idée ou de l'idéal socialiste, c'est-à-dire, grosso modo, l'ambition de sauvegarder par une action collective et organisée les solidarités menacées par les forces économiques. » C'était il y a 14 ans...

Comme un appel à la construction d'un nouvel internationalisme. Une nécessité toujours plus brûlante aujourd'hui. Un objectif pour l' « Alter Summit » qui se réunira le 7 et 8 juin à Athènes avec le soutien des syndicats, et d'acteurs de la société civile.¹²

Que la capitale grecque ait été choisie comme lieu du sommet est en soi un message politique. Non seulement la Grèce est le pays où les programmes d'austérité ont été pour la première fois appliqués dans toute leur brutalité, il est aussi celui où la résistance contre la politique de la Troïka a atteint une ampleur particulière qui s'est exprimée au cours des dernières élections.

Pour ses promoteurs, « L'Alter Summit sera un pas en avant dans la construction d'une plus grande convergence entre les mouvements opposés aux politiques antisociales actuelles et anti-écologiques promues par les gouvernements et les institutions européens, un jalon sur la voie d'un mouvement pan-européen contre la destruction néolibérale des Etats-providence et de la démocratie, c'est-à-dire dans la lutte pour une Europe démocratique, sociale, féministe et écologique ». Ce sera également l'occasion « de présenter le Manifeste des peuples d'Europe, exprimant les propositions alternatives du mouvement social contre la crise et de proposer un programme d'action commun. » Un « premier pas vers la construction d'un véritable mouvement social européen. »

¹² L'ACJJ sera représentée à Athènes.